

Un débat plateforme Solidaire amorcé sur une base vague et technocratique

Le refus de concrets engagements-clés pour une société de prendre soin

Note préliminaire

Cette semaine a vu au Québec deux manifestations mettant en avant les femmes soit celle syndicale « *sonnant l'alarme pour les services publics* » — peut-être mille personnes à Montréal ([album de photos](#)) — avec plein de placards imprimés et peu d'artisans et celle contre les féminicides — peut-être cinq mille personnes à Montréal ([album de photos](#)) — avec maints placards artisanaux et une émotion à fendre l'air. Est-ce pour la première le début du commencement d'une riposte en escalade ou un baroud d'honneur orchestré par la bureaucratie syndicale ? La deuxième, à la suite du mouvement « moi aussi », débusque le noyau dur et intime du sexisme qui se crispe dans ses privilèges jusqu'à l'ultime immolation de la victime. Est-ce que la plateforme Solidaire 2022, sujet de cet article, sera à la hauteur de la réponse politique à donner à ces cris pour l'égalité tant dans les rapports sociaux que ceux personnels ?

Ça branle dans le manche à Québec solidaire à moins d'être électoraliste... et encore là avec les sondages qui laissent à désirer et la tension interne sur les enjeux sociétaux dont s'emparent tant la grande presse (Le Devoir, le Soleil) que la petite-grande de la gauche nationaliste (L'Aut'Journal) empêtrée sans son alliance avec le populiste identitaire, pour le dire poliment, Bloc québécois. Ce débat acrimonieux alimenté par l'ambiguïté du discours antiraciste et pro-autochtone Solidaire se brisant sur l'accommodement électoraliste au nationalisme identitaire et sur la filière tout-électrique exigeant une myriade de mines à ciel ouvert contribue à masquer dans les débats internes la continuelle dérive vers le centre-gauche, dérive de moins en moins contestée. Les réseaux sociaux internes se déchirent sur le débat dit woke mais quasi ignorent tout débat socio-économique, par exemple, au sujet du Plan de relance et même sur ceux ayant lieu dans les Conseils nationaux (CN). La Commission politique qui hier encore, en septembre 2020, faisait sauter les plombs de l'aile parlementaire par ses audacieuses propositions, ouvrant une voie alternative, pour l'embauche de 250 000 personnes dans les services publics et le communautaire et la nationalisation du REM en construction n'est plus que l'ombre d'elle-même en acceptant, à quelques peccadilles près, la proposition apolitique de belles intentions de l'aile parlementaire comme amorce du débat sur la plateforme électorale 2022. Quant à la reformulation proposée mais refusée de son comité environnement, elle tourne en rond et parfois en pire en voulant « *mobiliser tous les acteurs dans la transition* » dans un esprit de concertation et non pour affronter les partis patronaux.

Les axes de cette plateforme que le prochain CN de mai doit décider sont devenus non pas des engagements clefs, concrets et irrécupérables par les partis d'opposition, servant de locomotives à la plateforme mais de vagues et technocratiques têtes de chapitre qui laissent à la centriste aile parlementaire une complète latitude sans aucune contrainte. Pour nommer les six premiers des vingt axes, quel parti en période électorale, sauf ceux réactionnaires, serait contre « *[l]utter contre la crise climatique et respecter les limites écologiques du territoire et de la planète, [d]évelopper l'économie de proximité et diversifier les économies régionales, [n]ourrir le Québec avec des aliments sains produits localement en respectant l'environnement, [m]ettre la richesse au service du bien commun, [g]arantir et élargir les services publics universels de la plus haute qualité, [s]outenir les familles et briser l'isolement social* » ? Ce bla-bla, dirait Greta Thunberg, est loin des axes qu'étaient la demi-gratuité du transport collectif et des soins dentaires de l'élection de 2018 ou des CLSC ouverts 24 heures par jour 7 jours sur 7 même si ces axes, décidées en catimini, n'étaient que les locomotives d'une plateforme bien loin d'une alternative au néolibéralisme. Ils permettaient quand même de se démarquer des trois autres partis parlementaires résolument pour l'austérité sauf peut-être un PQ en état de panique populiste qui proposait, sans le populariser, un projet de transport collectif davantage inséré dans la trame urbaine que l'orgie de métros de Québec solidaire délaissant banlieues et régions ce qui y rendait sans effet la revendication de la gratuité.

La radicalité n'est pas une affaire de phrases ronflantes mal enlignées et mal ciblées

Le Réseau de la militance écologiste (RMÉ) du parti ne propose ni de rejeter ni d'amender ces vingt vœux pieux mais de les coiffer d'une nouvelle introduction assise sur la notion valise de « *transition écologique et sociale vers une société plus juste, verte et solidaire* » qui mange en hiver je ne sais trop quoi. À noter que ce genre de formule fourre-tout sert au parti pour s'esquiver à propose de la mine de graphite à ciel ouvert en Matawinie près de St-Michel-des-Saints où, dit le communiqué de presse Solidaire, « *le gouvernement de la CAQ doit se doter d'un nouveau contrat social minier afin d'assurer une transition écologique juste et verte...* » Que devrait contenir ce « *contrat social minier* » à la lumière des principes justes et verts ? On n'en sait rien. Heureusement que le parti peut invoquer le court-circuitage du BAPE par la CAQ pour s'en tirer avec un semblant de concrétude. Imprudemment, l'introduction du RMÉ invoque les notions de démocratisation et de

décentralisation débouchant sur une idéologie envolée lyrique de « *sortie nécessaire du système capitaliste, productiviste, colonial et patriarcal.* » C'est oublier que ce populisme idéologique de gauche aurait lieu dans un contexte hostile d'un monde dominé par une poignée de transnationales, même avec un gouvernement Solidaire, qui feraient une bouchée de ces sympathiques petits pouvoirs locaux autonomes et autres coopératives à moins qu'elles ne soient puissamment encadrées et protégées par un centre national fort certes à démocratiser et auquel les régions devraient participer jusqu'à être partie prenante d'une instance électorale en symbiose avec l'Assemblée nationale.

Le RMÉ croit coincer le centrisme parlementaire de la direction Solidaire en glissant dans son verbiage introductif l'idée de « *contrôle de certains secteurs stratégiques (énergie, transport, etc.)...* ». Ces deux secteurs sont déjà sous contrôle gouvernemental soit national soit fédéral. Veut-on défoncer des portes ouvertes pour contenter tout le monde où chaque personne définira « *contrôle* » comme elle l'entend ? Contrôle est-il un euphémisme pour nationaliser ? Exproprier avec ou sans compensation ? Hydro-Québec est déjà nationalisé tout comme les entreprises urbaines de transport en commun. Le parti, dans son Plan de relance, propose déjà d'exproprier pour deux milliards \$ de moribondes entreprises d'autobus interurbains devant être subventionnées et qui pleureraient de joie à être rachetées à si bon prix. Les deux raffineries de pétrole desservant le marché québécois sont appelées à disparaître avec la baisse de l'usage du pétrole. On peut être assuré qu'avec l'électrification des moyens de transport qui embrayent en grande sous la houlette du capitalisme vert, Valero et Suncor voudront liquider leurs canards devenus boiteux tout comme Kinder Morgan est morte de rire d'avoir pu vendre le pipeline Trans Mountain au gouvernement fédéral. Reste le défi d'exproprier le CN et le CP, deux réseaux de chemin de fer américano-canadien et même mexicain ce pour quoi il faudra l'indépendance et des nerfs solides pour leur arracher la partie québécoise sans boycott du trafic ferroviaire international et sans que ça coûte les yeux de la tête le cas échéant. Si l'enjeu réellement existant est celui-là il aurait fallu le préciser au lieu de dire n'importe quoi pour avoir l'air radical.

Des engagements clés et concrets pour une société de prendre soin des gens et de la terre-mère

Les engagements clefs de la plateforme 2022 ne peuvent faire autrement que de découler de la crise pandémique se combinant avec la crise économique et se superposant à celle climatique qui, en arrière-fond, ne cesse de s'aggraver. On pense à l'hécatombe des personnes âgées vivant en résidence, aux travailleuses essentielles à forte proportion racisées comprenant le trop oublié secteur éducatif qui ne peut pas fermer trop longtemps, à la mise en évidence et aggravation de la crise du logement populaire, à la pénurie de travailleurs agricoles racisés aux dures conditions de travail, mais aussi, revers de la médaille, aux grandes et moyennes entreprises qui en ont profité sur le dos de leur main-d'œuvre. Le but recherché est de rejeter le retour à la dite normale néolibérale afin d'arrêter la dynamique exponentielle de la terre-étuve par une économie de prendre soin (care) des gens, complément du prendre soin de la terre-mère. Ainsi convergent plein emploi écologique, éco-féminisme et spiritualité autochtone. Le point de départ de la discussion pourrait être celui-ci :

Une agriculture essentiellement végétarienne sans gaspillage alimentaire et sans intrants fossiles et mécanisée électriquement d'ici 2040, ni OGM d'ici 2030, et dotée d'une convention collective sectorielle

Une embauche immédiate de 250 000 personnes dans les services publics et le communautaire, incluant la nationalisation et démocratisation des CHSLD privés, RI et RPA

Un système de transport en commun gratuit, fréquent, confortable, électrifié, en voie exclusive et sans autre REM, sur les actuels autoroutes, boulevards et grandes rues et routes jusqu'au moindre village, complété par des minibus automatiques dans les banlieues et un autopartage communautaire, à mettre en place d'ici 2030

Construction annuelle de 10 000 logements sociaux éco-énergétiques, et rénovation éco-énergétique de tous les bâtiments actuellement climatisés à l'énergie fossile d'ici 2030, combinée à un obligatoire contrôle des loyers

Régularisation immédiate de tous les sans papiers et ouverture des frontières aux personnes réfugiées

Application de la DNUDPA (consentement éclairé et préalable sur l'usage des ressources naturelles sur leurs territoires historiques) aux peuples autochtones

Imposition de 100% des sur-profits et revenus extra dus à la pandémie et une réforme fiscale imposant le patrimoine, le capital, les profits et les revenus élevés au niveau de l'effort fiscal pré-néolibéral des années 1970

Marc Bonhomme, 3 avril 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca